

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCPa)

(CCPa N° 2424 du 9 septembre 2024)

Maîtrise d'ouvrage

Le directeur interdépartemental des routes Ouest

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Ouest par arrêté du Préfet de la région Bretagne, Préfet de la zone de défense et de la sécurité Ouest, Préfet d'Ille-et-Vilaine du 28 octobre 2024

Objet du marché

Mission de maîtrise d'œuvre relative aux opérations d'entretien des chaussées

Le présent CCPa comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Titulaire du marché.....	6
1-3. Sous-traitance.....	6
1-4. Contenu de la mission.....	6
1-4.1. Eléments de mission :.....	7
1-4.2. Missions complémentaires MC :	7
1-5. Décomposition en tranches.....	8
1-6. Intervenants.....	8
1-6.1. Mandataire du maître de l'ouvrage.....	8
1-6.2. Conduite d'opération.....	8
1-6.3..Contrôle technique.....	8
1-6.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)....	8
1-6.5. Ordonnancement, pilotage et coordination.....	8
1-6.6. Autres intervenants.....	8
1-7. Caractéristiques des marchés de travaux.....	9
1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-8.2. Sites sensibles.....	9
1-8.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	9
1-9. Dispositions générales.....	9
1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	10
1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	10
1-9.2.1. Intervenants étrangers.....	10
1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	11
1-9.3. Responsabilités et Assurances.....	12
1-9.3.1 Responsabilités.....	12
1-9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	12
1-9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :	12
1-9.3.4 Dispositions communes.....	13
1-9.4. Réalisation de prestations similaires.....	13
1-9.5. Clauses sociales et environnementales.....	13
1-9.6. Représentation du maître d'ouvrage.....	14
1-9.7. Forme des notifications.....	14
1-10 Déroulement des commandes relatives à l'accord-cadre.....	15
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	16
ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	16
ARTICLE 4. REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	17
4-1. Rémunération.....	17
4-1.1. Généralités.....	17

4-1.2. Montant.....	17
4-1.3. Modification.....	17
4-2. Règlement des comptes.....	17
4-2.1. Modalités de transmission et de paiement.....	17
4-2.2. Rythme de règlements.....	18
4-2.3. Rémunération des éléments de mission.....	20
4-2.4. Modalités particulières de paiement.....	21
4-2.5. Acompte.....	21
4-3. Variation dans les prix.....	22
4-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.....	22
4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	22
4-3.3. Choix de l'index de référence.....	22
4-3.4. Modalités de révision des prix.....	22
4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	23
ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	23
5-1. Coût prévisionnel des travaux.....	23
5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	24
5-3. Seuil de tolérance.....	24
5-4. Coût de référence des travaux.....	24
5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du MOE.....	25
5-6. Variantes pour les marchés de travaux.....	25
ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	25
6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement.....	26
6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	26
6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	26
6-4. Comparaison entre réalité et tolérance.....	26
6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires.....	26
6-5.1. Définition.....	26
6-5.2. Modalités d'acceptation.....	27
6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance.....	27
6-7. Suivi de l'exécution des travaux.....	27
6-8. Ordres de service.....	28
6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	28
6-9.1. Autorité du coordonnateur SPS.....	28
6-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	29
ARTICLE 7. DELAIS ET PENALITES.....	30
7-1. Définitions et points de départ.....	30
7-1.2. Élément de mission ACT.....	30
7-1.3. Élément de mission VISA.....	30
7-1.4. Élément de mission DET.....	30
7-1.5. Élément de mission OPC.....	31
7-1.6. Élément de mission AOR.....	31
7-1.7. Mission(s) complémentaire(s).....	32
7-2. Délais et pénalités.....	32
7-2.1. Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission.....	32
7-2.2. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales.....	34
7-2.3. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	35

7-2.4. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	35
7-2.5. Autres pénalités.....	35
7-2.6. Exclusion de l'accord-cadre.....	35
ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	35
8-1. Retenue de garantie.....	35
8-2. Avances.....	35
ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	36
9-1. Opération de vérification.....	36
9-1.1. Remise des documents.....	36
9-1.2. Vérifications et décisions du maître d'ouvrage.....	36
9-2. Admission des documents présentés par le MOE.....	37
9-2.1. Admission en l'état ou avec observations.....	37
9-3. Achèvement de la mission.....	37
9-4. Résiliation.....	38
9-4.1. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	38
9-4.2. Résiliation pour faute du MOE ou cas particulier.....	38
9-4.3. Autres cas de résiliation.....	39
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	39
10-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser.....	39
10-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	39
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	40
ANNEXE 1.....	41
ANNEXE.....	42
MC1 : Etudes géotechniques : GEO.....	57
MC2 : Assistance au maitre d'ouvrage pour la concertation avec les concessionnaires de réseaux : RES.....	58
MC3 : Dispositions relatives à l'assainissement en cas de minéralisation du TPC ; ASS.....	58
MC4 : Définition des besoins en contrôle extérieur des travaux, suivi des prestations : CTRL ext.....	58

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre de type accord-cadre multi-attributaires relatif aux travaux d'entretien du réseau routier national sur le périmètre d'intervention de la DIR Ouest.

Ces travaux d'entretien seront des travaux d'entretien préventif et les travaux dits de requalification, comme décrits ci-dessous :

- Les travaux d'entretien préventifs concernent le renouvellement de couches de roulement et de liaison (avec ou sans rabotage) avec les purges jugées nécessaires,
- Les travaux de requalification concernent des travaux le renouvellement des couches de base et de roulement avec les purges, sur la pleine section, ou sur voie lente en combinaison avec une opération de renouvellement de couche de roulement sur voie rapide, associés à des purges.

Ces travaux concernent les bretelles d'accès au réseau et aux aires de services et de repos, comprises ou non dans les sections d'entretien, les carrefours giratoires.

Ils comprennent la signalisation horizontale, la reprise éventuelle des dispositifs de retenue, des dispositifs d'assainissement, de la signalisation verticale, des boucles de comptage, des joints de chaussées des ouvrages et de tout accessoire de la chaussée impacté par les travaux d'entretien.

Ces travaux peuvent correspondre aux natures suivantes :

- minéralisation du TPC,
- restructuration de BAU,

Ils concernent tant le réseau à 2 x 2 voies que celui constitué de routes bidirectionnelles.

Ils concernent également les aires de repos, qui peuvent se situer sur une section programmée en entretien ou bien faire l'objet d'une prestation à part entière.

Les prestations de service à réaliser, conformément au programme, appartiennent à la catégorie des opérations de réhabilitation d'infrastructure, suivant les dispositions de l'article R 2431-3, 4eme alinéa du code de la commande publique.

1-2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCPa) sous le nom de "le maître d'œuvre", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1-3. Sous-traitance

Le MOE ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le MOE doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9.3. ci-après.

1-4. Contenu de la mission

La mission confiée au MOE est constituée des éléments de mission définis aux articles R.2431-24 à R.2431-31 du CCP et complétés dans l'annexe n° 1 au présent CCPa .

Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des phases techniques. Chaque commande portant sur une opération détaillera les éléments de mission, objet de la commande, nécessaire à la réalisation de l'opération d'entretien. Ces opérations sont de deux familles principales :

- opérations dites d'entretien préventif ou de requalification sans modification de tracé,
- opérations dites d'entretien préventif ou de requalification avec modification de tracé occasionnant ainsi des structurations de bandes dérasées de gauche ou de bandes d'arrêt d'urgence avec modifications du profil en travers.

Ces deux types d'opérations sont accompagnés des purges jugées nécessaires.

Elles sont réalisées sur le réseau à 2 x 2 voies et sur le réseau bidirectionnel.

Les aires de repos situés sur une section faisant l'objet d'une opération d'entretien peuvent faire l'objet de travaux d'entretien. Elles peuvent également faire l'objet d'une opération spécifique, non rattachée à une section.

L'opération peut consister à une minéralisation du TPC, nécessitant des justifications hydrauliques, de travaux d'assainissement connexes accompagnant ou non une opération d'entretien de chaussée..

L'opération peut consister à une structuration de BAU, accompagnant ou non une opération d'entretien de chaussée.

Les sections traitées incluent les bretelles d'accès et de sorties, les carrefours, les passages sur les ouvrages (PI) et sous les ouvrages PS.

Les travaux comprennent la reprise de la signalisation horizontale, et dans certains cas, la reprise ou mise en conformité des dispositifs de retenue et de manière générale les modifications à apporter sur tous les accessoires de la route impactés par les travaux d'entretien (joints de chaussées d'ouvrage d'art, boucles de comptage, signalisation verticale...)

La mission comprend toutes les déplacements et réunions nécessaires à l'exécution de la dite mission, notamment celles en CEI et district et en collectivités afin de déterminer les mesures

d'exploitation, celles avec le pôle Chaussées Équipements de la DIR Ouest, agissant en tant que représentant du Maître d'ouvrage, ceux nécessités par la reconnaissance des ouvrages et des réseaux, les déplacements sur site pour appréhender et préciser la consistance des travaux.

Les obligations à la charge du MOE issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur (CCAG Travaux), s'appliquent au présent contrat.

1-4.1. Eléments de mission :

La mission de maîtrise d'œuvre peut comprendre les éléments suivants :

AVP : les études d'avant projet ;

PRO : les études de projet ;

ACT : l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;

EXE : le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et les études d'exécution des parties suivantes de l'ouvrage :

A définir en fonction des bons de commandes

VISA : l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;

DET : la direction de l'exécution des marchés de travaux ;

OPC : l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux ;

AOR : l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application.

1-4.2. Missions complémentaires *MC* :

MC1 : Etudes géotechniques : **GEO**

MC2 : Assistance au maître d'ouvrage pour la concertation avec les concessionnaires de réseaux : **RES**

MC3 : Étude de l'incidence hydraulique de l'imperméabilisation de TPC, définition des dispositifs de canalisation et d'évacuation des eaux pluviales, suivi des prestations : **ASS**

MC4 : Définition des besoins en contrôle extérieur des travaux, suivi des prestations : **CTRL ext**

MC5 : Réalisation des dossiers d'exploitation sous chantier : **DESC**

Ces éléments de missions sont détaillés **en annexe 1 au présent CCPa**.

1-5. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-6. Intervenants

1-6.1. Mandataire du maître de l'ouvrage

Sans objet.

1-6.2. Conduite d'opération

Sans objet.

1-6.3. Contrôle technique

Sans objet.

1-6.4. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

Les opérations de travaux sur lesquelles porte le présent marché, relève soit de la catégorie 2 soit de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le MOE met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au MOE en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

La mission de coordination en matière de SPS est assurée par : le coordonnateur SPS désigné par le MOA

1-6.5. Ordonnancement, pilotage et coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC est confiée au MOE. Elle concerne l'ensemble des éléments de mission commandés, elle vise à assurer l'OPC en intégrant l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir sur l'opération, que ces derniers soient ou non dans le périmètre des travaux suivis.

1-6.6. Autres intervenants

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir pour son compte un Assistant au Maître d'Ouvrage (AMO), dans toutes les phases et missions du présent accord-cadre.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir pour son compte un contrôle extérieur et des audits portant sur le système qualité du titulaire dans toutes les phases et missions du présent accord-cadre.

1-7. Caractéristiques des marchés de travaux

Les caractéristiques des marchés travaux sont définies par le maître d'ouvrage au fur et à mesure de l'engagement des opérations. Toutefois, les marchés de travaux peuvent être passés suivant un ou des accords-cadres, conclus antérieurement par le Maître d'Ouvrage ou à venir. La mission de MOE en ACT comprend alors la rédaction du ou des marchés subséquents, des bons de commandes d'autres marchés conclus par le maître d'ouvrage ou des marchés particuliers dans le cas où les travaux ou prestations ne seraient pas couvertes par les marchés existants dont dispose le maître d'ouvrage.

1-8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-8-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier. La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 7-2.3 du présent CCPa

1-8.2. Sites sensibles

Sans objet

1-8.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 7-2.4 du présent CCPa.

1-9. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le MOE est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-9.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le MOE est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le MOE entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCPa.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG.

1-9.3. Responsabilités et Assurances

1-9.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le MOE assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le MOE répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le MOE et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants dès lors qu'ils sont adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le MOE déclare être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le maître d'œuvre déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le maître d'œuvre justifiera d'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Il devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

Le maître d'ouvrage se réserve de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-9.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, l'attributaire aura fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution du marché, le titulaire adresse ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...)

Le MOE qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-9.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R2122-7 du CCP.

1-9.5. Clauses sociales et environnementales

1-9.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 10 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-9.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 18.2 du CCAG, les pièces particulières de chaque marché de travaux fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Il sera mis en place pour chaque opération d'un espace collaboratif par le titulaire chargé de l'opération afin de faciliter les échanges entre les différents acteurs.

Dans le cas où des documents doivent faire l'objet d'une impression, le titulaire utilisera du papier recyclé.

1-9.6. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef de service entretien et modernisation du réseau ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le maître d'ouvrage, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 15 du CCAG) ;
- Signature et notification, en tant que représentant du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 21 du CCAG) ;
- Signature et notification des ordres de service (article 3.8 du CCAG) ;
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 20 du CCAG).

1-9.7. Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. . Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir dès l'accusé de réception par le titulaire et/ou le mandataire du groupement dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-10 Déroulement des commandes relatives à l'accord-cadre

L'accord-cadre de maîtrise d'œuvre donne lieu, par opération de travaux, à un projet de bon de commande, reprenant les éléments suivants :

- le référentiel technique applicable ;
- le programme des travaux comprenant la nature, la localisation, le calendrier envisagé de l'opération ;
- la date de début des prestations envisagée ;
- les éléments de missions commandés pour réaliser la mission, sous forme de détail estimatif renseigné à partir des prix unitaires portés dans l'accord-cadre.

Le premier titulaire consulté est celui dont la valorisation du montant correspondant à la mission envisagée dans le projet de bon de commande est la moins-disante.

Le titulaire est invité à indiquer la date de démarrage à laquelle il s'engage à commencer les prestations, en cohérence avec le calendrier mentionné par le programme et la date de début des prestations envisagée.

Si les éléments relatifs au calendrier de déroulement de l'opération, tant en études qu'en travaux sont jugés trop tardifs par le Maître d'Ouvrage, celui-ci consulte le titulaire de l'accord-cadre suivant et ainsi de suite. Si aucun titulaire ne permet de respecter les exigences de calendrier, il choisit le titulaire ayant proposé la date au plus tôt.

Le titulaire indique également la composition de l'équipe mobilisée en fonction des différents éléments de mission : équipe en phase étude et équipe en phase travaux. Ces personnes doivent être prioritairement celles identifiées lors de l'appel à candidatures. Les équipes font l'objet d'un agrément du maître d'ouvrage. Toute modification de la constitution de l'équipe au cours de la mission doit faire l'objet d'un nouvel agrément du maître d'ouvrage, ce dernier étant conditionné par la démonstration que le remplacement proposé ne peut dégrader le niveau de qualité requis.

A l'issue de cette phase, le Maître d'ouvrage délivre le bon de commande reprenant les éléments de missions, le calendrier, comprenant notamment les délais relatifs aux éléments de missions, le détail estimatif de la mission, le programme de travaux, le référentiel technique applicable.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCPa) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'oeuvre (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106877A);
- le cas échéant, si l'opération fait l'objet d'une démarche BIM, le cahier des charges BIM du maître d'ouvrage;
- les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation;
- les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'oeuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux;
- l'offre technique du maître d'oeuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'oeuvre;
- le cas échéant, si l'opération fait l'objet d'une démarche BIM, la convention BIM et ses évolutions successives.
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) ;

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

Les pièces constitutives des bons de commande sont :

- Les pièces particulières et générales de l'accord-cadre telles que décrites ci-dessus
- Le bon de commande
- Les documents joints à chaque bon de commande, tels que décrit à l'article 1.3 du présent CCPa, en cas de contradiction entre ces documents et les pièces particulières et générales, les documents joints au bon de commande prévalent.

ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 5 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 4. REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

4-1. Rémunération

4-1.1. Généralités

La rémunération est le résultat de l'application du bordereau des prix.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le MOE s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

Les engagements unilatéraux du titulaire ne lui confèrent pas de droits, de sorte qu'il ne peut s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une réclamation au motif que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrit.

4-1.2. Montant

Le montant de la rémunération pour chaque bon de commande au présent accord-cadre résulte de l'application du bordereau des prix à l'opération, objet du bon de commande

4-1.3. Modification

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du CCP et de l'article 14 du CCAG et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du MOE faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation sur la base des critères d'étendue et de complexité de la mission modifiés. Elle est assise sur les mêmes éléments que ceux ayant présidés à l'évaluation financière du contrat initial.

Il est précisé que ces modifications ne s'appliquent que si l'élément de mission est modifié sur des prestations qui ne seraient pas incluses dans la définition du dit élément. La rémunération étant forfaitaire, des modifications de programme portant sur des éléments déjà pris en compte ne peuvent faire l'objet de l'application du présent article.

4-2. Règlement des comptes

4-2.1. Modalités de transmission et de paiement

4-2.1.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État..

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que : :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage
- Le code du service exécutant de la dépense « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du bon de commande* ».

Le document "nom du modèle de pièce jointe à la facture" annexé au CCPa, est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque facture pour en faciliter le traitement.

4-2.1.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

4-2.2. Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au MOE pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-4 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément(s) de mission AVP, PRO :

(1)	Exigibilité
70 %	Après remise au représentant du pouvoir adjudicateur de l'ensemble des prestations exigées par l'élément de mission.
30 %	Après approbation de l'élément de mission par le RMO et obtention de la/des autorisation(s) administrative(s) correspondante(s) à l'élément considérée.

Élément de mission ACT :

(1)	Exigibilité
40 %	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des entreprises (DCE).
40 %	A la validation du rapport de l'analyse des offres.
20 %	Après la mise au point des marchés de travaux.

Élément de mission EXE (a) :

(1)	Exigibilité
100 %	En fonction de l'avancement de la production des études d'exécution.

Élément de mission VISA :

(1)	Exigibilité
70 %	A l'issue de la période de préparation.
30 %	Après production du dernier plan prévu dans le programme des études d'exécution.

Élément de mission DET :

(1)	Exigibilité
A l'avancement	<p>En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux, chaque acompte ayant un montant de :</p> $\frac{DET}{N}$ <p>N étant le nombre de mois du délai d'exécution initial hors période de préparation de chantier.</p>

Élément de mission OPC :

(1)	Exigibilité
30 %	A la notification du marché principal de travaux. (de chaussées)
50 %	A la date de réception du dernier marché de travaux
20 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le Maître d'Ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG.

Élément de mission AOR :

(1)	Exigibilité
40 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le MOE.
20 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressée par le MOE.
20 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
20 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

Élément(s) de mission complémentaire(s) :

	(1)	Exigibilité
MC1	70 %	Après réception du dossier d'analyse des investigations réalisées et préconisations à reprendre dans les DCE de travaux
	30 %	Après validation des DCE de travaux
MC2	20 %	Après réalisation des DT
	40 %	Après validation des investigations complémentaires à réaliser
	40 %	Après analyse des résultats des investigations complémentaires
MC3	30 %	Calcul des écoulements et des éventuels dispositifs de collecte et d'évacuation.
	40 %	Prescriptions de niveau PRO et répercussions dans le DCE de Travaux
	30 %	Contrôle des travaux
MC4	40 %	Validation du plan de contrôle
	20 %	Élaboration des commandes au contrôle extérieur ;
	20 %	A la fin de l'élément DET
	20 %	A réception sans réserve du dernier marché de travaux ayant fait l'objet de contrôle
MC5	50 %	Validation du DESC
	50 %	Validation du dernier arrêté du chantier

Plus-value pour travaux de nuit

(1)	Exigibilité
100 %	A l'issue de la dernière nuit

(a) Pour chaque DCE, la proportion à répartir du montant total de la mission est égale à la proportion du montant du DCE considéré par rapport au montant total des DCE de l'opération (base allotissement PROJET) en excluant les DCE pour lesquels tout ou partie des études d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur.

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du MOE (article 114 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le MOE indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

4-2.3. Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant au bordereau des prix, avec l'application des coefficients liés à l'avancement indiqués ci-dessus.

4-2.4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

4-2.5. Acompte

1. Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le MOE, est envoyée selon les modalités de l'article 4-2.1 ci-dessus.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 1-4 et 4-2.2 du présent CCPa, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

2. Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée par le MOE, le RMO détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte conformément aux articles 11.2 et 11.3 du CCAG.

3. Demande de paiement finale et décompte général définitif

La demande de paiement finale et le décompte général définitif sont établis et transmis au représentant du maître d'ouvrage dans les conditions fixées dans les articles 11.7 et 11.8 du CCAG.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

4-3. Variation dans les prix

Les prix sont révisables en application de l'article 10.1.1 du CCAG lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à 3 mois.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation de prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente.

4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

4-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

4-3.4. Modalités de révision des prix

Le titulaire du marché s'engage à transmettre à l'acheteur, par mail à l'adresse suivante :

pce.sem.diro@developpement-durable.gouv.fr, sa liste de prix révisés au plus tard 1 mois après la date anniversaire de la notification du marché. En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-4} / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix m_0

I_{n-4} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 4 mois.

La révision des prix est opérée à la date anniversaire de notification du marché qui marque la reconduction du marché pour une nouvelle période de douze mois. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant la nouvelle période de reconduction d'un an.

Les prix applicables sont ceux en vigueur à la date de notification de la commande.

4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le MOE dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

5-1. Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux C est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme.

Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le MOE s'engage sur un coût prévisionnel des travaux C sur la base des études d'Avant Projet.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle C_0 affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée dans les documents de consultation.

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, un avenant fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

5-3. Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le MOE, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

Ce seuil de tolérance comporte une décomposition par consultations.

L'avancement des études permet au MOE lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le MOE doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

5-4. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation du/des marché(s) de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations.

Ce coût est égal à la somme du/des montant(s) de l'/des offre(s) considérée(s), tous critères confondus, comme économiquement les plus avantageuses par le maître d'ouvrage et des montants initiaux des marchés notifiés. Chacun de ces montants est ramené aux conditions économiques du mois m_0 (précisé dans le programme) par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = {}^{\textcircled{1}} \text{TP01}_{e-6} / \text{TP01}_{t-6}$$

avec : TP01_{e-6} = Valeur de l'index TP01 au mois m_0 moins 6 mois ;
 TP01_{t-6} = Valeur de l'index TP01 au mois m_0 moins 6 mois, des offres des marchés de travaux.

$\textcircled{1}$ TP01 : Index général TP

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût dépasse le seuil de tolérance **correspondant** et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le MOE a l'obligation de reprendre les études, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le MOE fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le MOE doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du MOE

Tout différend entre le MOE et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

- Le MOE communique directement au coordonnateur SPS :
 - tous les documents relatifs aux avant-projet(s) et projet(s) ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Le MOE informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le MOE s'engage à :
 - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
 - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au MOE et qui sera annexé au bon de commande de chaque opération.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le MOE doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le MOE arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le MOE vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le MOE consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

5-6. Variantes pour les marchés de travaux

Le MOE propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le MOE propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 du programme de maîtrise d'œuvre par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = {}^{\textcircled{1}} TP01_{0-6} / TP01_{t-6}$$

avec : $TP01_{0-6}$ = Valeur de l'index TP01 au mois m_0 moins 6 mois ;

$TP01_{t-6}$ = Valeur de l'index TP01 au mois m_0 moins 6 mois, du marché de travaux concerné.

$\textcircled{1}$ TP01 : Index général TP

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Une décision du RMO, notifiée dans les conditions de l'article 1-9.7 ci-dessus, constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le MOE s'engage à respecter.

6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un **taux de tolérance** de 3 %.

6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

6-4. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du titulaire (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement C_r tel que défini à l'article 6-1 ci-dessus.

6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires

6-5.1. Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du MOE dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le MOE estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-1.3. ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le MOE en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

Catégorie 3 : adaptations proposées par les entreprises de travaux en cours d'exécution, acceptées par le titulaire, dans le respect du programme, des coûts, qualité et délais définis par le Maître d'Ouvrage, comprenant les éventuelles incidences sur l'exploitation.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du MOE.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux défini à l'article 6-4 ci-dessus.

6-5.2. Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le MOE, sont soumises à décision du RMO.

Les décisions du RMO relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le MOE.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du MOE, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RMO.

6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 6-3 et 6-4, le MOE supporte une réduction égale à :

$$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

6-7. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1-4 du présent CCPa, la DET incombe au MOE qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de [huit] jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

Le titulaire indique un ou plusieurs numéros de téléphone de l'équipe de maîtrise d'oeuvre en phase travaux, numéros joignables à toute heure et tout jour (ouvré ou non) pour être susceptible de donner des renseignements et prendre des décisions d'urgence en cas de problème grave intervenu sur le chantier.

6-8. Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission "DET", le MOE est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le MOE qu'après décision du RMO prise selon les modalités prévues à l'article 6-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le MOE à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Le MOE transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui doit pouvoir s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 7-2 du CCPa.

6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

6-9.1. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le MOE sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

6-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du MOE pour ses différentes réunions.

B - Obligations du MOE

Tout différend entre le MOE et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- Le MOE communique directement au coordonnateur SPS :
 - tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.
- Le MOE informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le MOE s'engage à :
 - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
 - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au MOE et qui sera annexé au présent marché.
- Le MOE vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le MOE doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le MOE arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :
 - Le MOE ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :

Le MOE, après avoir :

 - visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
 - été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),

avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

ARTICLE 7. DELAIS ET PENALITES

L'acte qui vaut commencement d'exécution du bon de commande est l'ordre de service du maître d'ouvrage RMO de commencer le premier élément de mission.

7-1. Définitions et points de départ

Le démarrage des prestations pourra intervenir dans un délai maximum de 12 mois après la notification du marché.

Elément de mission	Point de départ du délai
AVP	Date de la notification de l'élément de mission
PRO, EXE	Date de la notification de l'élément de mission valant l'approbation ou recevabilité du document le précédant dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.

7-1.2. Elément de mission ACT

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
DCE	Préparer le(s) Dossier(s) de Consultation des Entreprises (DCE)	Date de la notification de l'ordre de service du RMO de commencer la procédure de d'élaboration de chaque DCE
Analyse des candidatures	Fournir le rapport d'analyse des candidatures ou du contenu de la première enveloppe.	Date de la remise au MOE des plis contenant les candidatures ou de la première enveloppe de chaque DCE
Analyse des offres	Fournir le rapport d'analyse des offres.	Date de la remise au MOE des plis contenant les offres de chaque DCE
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la notification de l'ordre de service du RMO de la décision d'attribution de chaque marché.

7-1.3. Elément de mission VISA

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Première présentation au visa	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.
Présentation après modification(s)	Contrôler et viser ou faire part de ses nouvelles observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.

7-1.4. Elément de mission DET

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Comptes rendus de réunion	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion.
Constats	Procéder aux constatations sur l'avancement des travaux : visites, relever les défauts, les non-conformités Lever des points critiques	Date de la demande de l'entrepreneur.
Notification des	Notifier les décisions du RMO	Date de réception de la décision du RMO

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
décisions		
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation.	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
Etat d'avancement	Etablir l'état d'avancement.	cf. 7-2 ci-après.
Projets de décomptes et soldes	Vérifier les projets de décomptes des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes avec utilisation de Chorus-pro le cas échéant.	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.
Points d'arrêts	lever les points d'arrêts définis par les différents marchés de travaux.	Date de demande de levée des points d'arrêts par l'entrepreneur.
Autres tâches prévues au CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux	Suivant CCAG-Travaux

7-1.5. Elément de mission OPC

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Calendrier des documents d'exécution	Etablir le calendrier d'établissement des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de l'accusé de réception par le MOE de la notification de la décision du RMO de commencer la tâche.
Calendrier détaillé	Etablir le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	A réception des entrants
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution notifié aux entrepreneurs.	Toutes les semaines
Document de compte - rendu	Planning réellement mis en œuvre, comparé à celui prévu et indications des origines de dérapages, préconisations d'amélioration	Fin des travaux.

7-1.6. Elément de mission AOR

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	Pour les marchés uniques : – date de réception de l'avis de l'entrepreneur ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis. Pour les marchés allotis – date de réception, par le MOE, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
– Proposition de réception	Proposer la réception au RMO et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès verbal des OPR
DOE ①	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le MOE de tous les documents dus par les entrepreneurs.
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le RMO
PV de levée des réserves	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

- ① Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception

7-1.7. Mission(s) complémentaire(s)

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
MC1 :GEO	Détermination du programme d'investigations	Notification de l'élément de mission DIA
	Préconisations « Amiante », Analyse des résultats et production d'un rapport géotechnique de niveau G2,(imperméabilisations de TPC et les restructurations de BAU)	Réception des résultats de la dernière campagne d'investigation
	Insertion des éléments de cahier des charges dans les marchés	Notification du PRO (valant début d'ACT)
	Supervision des travaux de terrassements (TPC ; BAU), mission G4	Notification des marchés de travaux
MC2 : RES	Réalisation des DT	Notification de l'élément de mission DIA
	Analyse des interférences	Réception de la dernière réponse à la DT
	Programme des investigations complémentaires	Analyse des interférences
	Consignes dans les contrats de travaux	Retour des investigations complémentaires
	Plan de recollement final	A l'achèvement des travaux de déplacement
MC3 : ASS	Calcul des écoulements et des éventuels dispositifs de collecte et d'évacuation.	Retour sur dossier IOTA
	Prescriptions de niveau Pro et répercussions dans le DCE de Travaux	Dans les DCE, notification de l'élément de mission ACT
	Suivi de réalisation	
	Alerte du maitre d'ouvrage en cas de résultats non conformes	A réception des résultats
	Faire effectuer les travaux correctifs par l'entrepreneur	A réception de la fiche de non-conformité de l'entreprise et la validation de la solution corrective proposée
MC4 : CTRL EXT	Plan de contrôle	Validation du PRO
	DCE Contrôle extérieur et avis	Commande de la prestation par le MOA
	Proposition de déclenchement	Selon le déroulement des travaux et les délais de prévenance du CTRL ext
	Analyse des résultats du contrôle extérieur	A réception des résultats
MC5 :DESC	Réalisation du DESC	début de la période de préparation
	Réalisation des arrêts	15 jours avant le début prévisionnel de la phase couverte par l'arrêt

7-2. Délais et pénalités

7-2.1. Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission

Les pénalités de retard sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 16.2.4 du CCAG.

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 7-1 ci-dessus, le MOE subit une pénalité journalière fixée à :

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité par jours de retard
AVP		21 jours	150 €
PRO	PRO A	28 jours	150 €
	PRO B	56 jours	150 €
EXE		14 jours	150 €
ACT (1)	Préparer les DCE	14 jours	100 €
	Analyse des candidatures	7 jours	100 €
	Analyse des offres	14 jours	100 €
	Mise au point des dossiers marchés	7 jours	100 €
VISA	Première présentation au visa	14 jours	100 €
	Présentation après modification(s)	7 jours	200 €
DET	Comptes rendus de réunion	4 jours	200 €
	Constats	immédiats	200 €
	Notification des décisions	7 jours	200 €
	Mémoires de réclamation	28 jours	200 €
	Etat d'avancement	Au plus tard le 5 de chaque mois	200 €
	Projets de décomptes mensuels		montant des intérêts moratoires théoriques sur les acomptes concernés
	Projets de décomptes finaux		500 €
	Points d'arrêts		500 €
	Autres tâches du CCAG-Travaux		200 €
OPC	Calendrier des documents d'exécution	7 jours	100 €
	Calendrier détaillé	7 jours	100 €
	Mise à jour du calendrier détaillé	21 jours	100 €
AOR	OPR	10 jours	100 €
	Proposition de réception	10 jours	100 €
	DOE	14 jours	100 €
	Examen des désordres	10 jours	100 €
	PV de levée des réserves	10 jours	100 €

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité par jours de retard
MC1 : GEO	Détermination du programme d'investigations	12 jours	100.00 €
	Préconisations « Amiante », Analyse des résultats et production d'un rapport géotechnique de niveau G2, (imperméabilisation de TPC et restructuration de BAU)	14 jours	100.00 €
	Insertion des éléments de cahier des charges dans les marchés	12 jours	100.00 €
	Supervision des travaux de terrassements (TPC ; BAU), mission G4	7 jours	100.00 €
MC2 : RES	Réalisation de DT	12 jours	100.00 €
	Programme des investigations complémentaires	12 jours	50.00 €

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité par jours de retard
	Interprétation des investigations complémentaires	12 jours	100.00 €
MC3 : ASS	Calcul des écoulements et des éventuels dispositifs de collecte et d'évacuation.	12 jours	100,00 €
	Prescriptions de niveau Pro et répercussions dans le DCE de Travaux	9 jours	100,00 €
MC4 : CTRL ext	Plan de contrôle	12 jours	100,00 €
	Proposition de commande du Contrôle extérieur suivant les marchés passés par le MOA	7 jours	100,00 €
	Proposition de déclenchement	Au fur et à mesure des travaux et du planning de lever des points d'arrêts	500,00 €
	Analyse des résultats du contrôle extérieur	Premier jour ouvré après remise du rapport du contrôle extérieur	100,00 €
	Alerte du maître d'ouvrage en cas de résultats non conformes	immédiat	500,00 €
	Faire effectuer les travaux correctifs par l'entrepreneur	Selon le planning de correction de la non-conformité	500,00 €
MC5 : DESC	Réalisation du DESC	28 jours	500,00 €
	Réalisation des arrêts	15 jours	500,00 €

- ① Toutefois ces délais pourront, éventuellement, être modifiés par voie d'avenant en fonction de la nature de chaque DCE.
- ② Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :
- 7journs après la réception du projet de décompte final ;
 - 10journs après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.
- ③ Délais fixés dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des marchés de travaux.
- ④ Délais définis dans le CCAG-Travaux.

7-2.2. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 100 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non respect des prescriptions fixées à l'article 10.4 pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

7-2.3. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCPa, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €

7-2.4. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.8.3 du CCPa, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €

7-2.5. Autres pénalités

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 150 € par demande présentée.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel est de 7 jours à compter de la réception de la demande du titulaire. En cas de dépassement de ce délai pour vérifier les états d'acomptes mensuels des marchés de travaux, le MOE encourt une pénalité forfaitaire égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

7-2.6. Exclusion de l'accord-cadre

Le titulaire qui, lors du déroulement des prestations objets du bon commande, aurait cumulé des retards engendrant des pénalités supérieures à 3000 € se voit exclu du prochain tour.

En cas de récidive, il est exclu définitivement.

ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

8-1. Retenue de garantie

Sans objet.

8-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 35 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 35 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Toutefois, le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande sur la totalité du montant de l'avance.

Si cette garantie est constituée après la date génératrice du paiement de l'avance, le délai global de paiement est compté à partir de la date de dépôt de la garantie ou de la caution personnelle et solidaire si celle-ci est autorisée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

En application des articles R2191-11 à R2192-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9-1. Opération de vérification

9-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le MOE sont remis au RMO, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : [pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt].

9-1.2. Vérifications et décisions du maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage procède aux vérifications et à la notification de la décision d'admission en l'état, ou avec observations, ou d'ajournement, ou de réfaction, ou de rejet, dans les délais suivants :

Elément de mission	Document	Délai
AVP	Avant Projet	35 jours
AVP	Dossiers d'autorisations administratives	42 jours
PRO	Etudes de projet	35 jours
ACT	Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	14 jours
	Analyse des candidatures	7 jours
	Analyse des offres	7 jours
EXE	le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et la totalité des études de synthèse	28 jours

Elément de mission	Document	Délai
VISA	l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs	28 jours
DET	la direction de l'exécution des marchés de travaux	7 jours
AOR	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	7 jours

Les points de départ de ces délais s'appliquent selon les stipulations de l'article 20.3 du CCAG.

9-2. Admission des documents présentés par le MOE

9-2.1. Admission en l'état ou avec observations

Les stipulations de l'article 21-1 du CCAG s'appliquent.

9-2.2 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le MOE dans le délai fixé par l'article 21.2.1 du CCAG. et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

Suite à une décision d'ajournement, le RMO dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

9-2.3 Réfaction

En application ou par dérogation à l'article 21-3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 37 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le titulaire formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire. L'admission est réputée sans réfaction.

9-2.4 Rejet

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 21.4 du CCAG qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

Suite à une décision de rejet, le RMO dispose, pour admettre les prestations modifiées, présentées par le MOE, des mêmes délais que ceux indiqués à l'article 9.1.2.

9-3. Achèvement de la mission

La mission du MOE s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;
- la levée de la dernière réclamation d'un tiers ayant trait au déroulement du chantier.

ou lorsque le RMO décide formellement que les obligations contractuelles du MOE sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RMO, sur demande du MOE.

9-4. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG, avec les précisions décrites dans les articles 9-4.1 à 9-4.3.

9-4.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du MOE, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG est fixé à 5 %.

9-4.2. Résiliation pour faute du MOE ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le MOE disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2141-7 à L.2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG.

Dans l'hypothèse où le MOE ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

9-4.3. Autres cas de résiliation

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- le MOE s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5-3 du présent CCPa ;
- après appel à la concurrence infructueux, lorsque le MOE ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.
- Le titulaire n'applique pas les principes de qualité sur lesquels il s'est engagé, sa prestation conduisant à des difficultés pour le Maître d'Ouvrage : surcoûts de travaux, difficultés d'exploitation, compétence technique insuffisante.

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'article 18.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

10-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés au 11-1.

Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché est de **35 heures**.

10-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Défis Emplois Pays de Brest	Christelle AMBERLIN Coordinatrice Régionale Clause d'Insertion Sociale DEFIS EMPLOI Pays de Brest 1 rue Louis Pidoux 29200 Brest 02.98.42.78.78 coordinationregionale.clause@defisemploi.bzh
-----------------------------	---

Le titulaire fournit trimestriellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCPa.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le facilitateur transmettra à cette fin les documents suivants au rythme trimestriel :

-les feuilles d'heures mensuelles des personnes éligibles~RC- le bilan global des heures réalisées décomposé mensuellement

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCPa sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

Dérogation au CCPa		
CCPa 1-9.3.4	déroge à l'article	9.1 du CCAG
CCPa 1-9.7	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCPa 7-2.1	déroge à l'article	16.2.1 du CCAG
CCPa 7-2.5	déroge à l'article	12.2.2 du CCAG-Travaux
CCPa 9-4	déroge à l'article	31.3 du CCAG

b) Normes françaises homologuées

c) Autres normes

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE 1. Etudes d'avant-projet (AVP).....	43
ARTICLE 2. Etudes de projet (PRO) de type A.....	43
ARTICLE 3. Etudes de projet (PRO) de type B.....	44
ARTICLE 4. Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des MARCHES de travaux (ACT).....	46
ARTICLE 5. Etudes d'exécution (EXE).....	48
ARTICLE 6. VISA des études d'exécution.....	48
ARTICLE 7. Direction de l'exécution des MARCHES de travaux (DET).....	49
ARTICLE 8. Ordonnancement - coordination - pilotage du chantier (OPC).....	53
ARTICLE 9. ASSISTANCE APPORTEE AU MAITRE D'OUVRAGE LORS DES OPERATIONS DE RECEPTION ET PENDANT LA PERIODE DE PARFAIT ACHEVEMENT (AOR).....	55
ARTICLE 10. MISSION(S) COMPLEMENTAIRE(S).....	57

CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION

Avertissement : Le contenu des éléments de la mission est celui défini aux articles R.2431-24 à R.2431-31 et dans l'annexe III de l'annexe 20 du CCP avec les précisions ci-dessous incluses dans le forfait de rémunération :

ARTICLE 1. Etudes d'avant-projet (AVP)

Les études d'avant-projet permettent de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état de l'ouvrage et sur la faisabilité de l'opération et ont pour objet de :

- établir un état des lieux. Le maître d'ouvrage remet au maître d'œuvre tous les renseignements en sa possession concernant l'ouvrage, son environnement, ses performances et son fonctionnement.
- proposer les études et opérations complémentaires d'investigation des existants, en particulier les commandes de diagnostic Amiante, recevoir les résultats des diagnostics amiantes et lithographie.
- proposer la commande au CEREMA

Ces prestations font l'objet d'un premier délai particulier de 3 semaines

- analyser les résultats des investigations menées, proposer d'éventuelles investigations complémentaires si nécessaires

Cette deuxième phase fait l'objet d'un délai particulier de 3 semaines, à compter de la réception des résultats de la dernière investigation complémentaire menée.

A l'issue de cette phase, après avoir transmis au Maître d'ouvrage l'ensemble des documents à produire, une réunion est organisée avec le Maître d'Ouvrage, préalable au déclenchement de l'élément de mission suivant

ARTICLE 2. Etudes de projet (PRO) de type A

L'élément de PRO A est mis en action lorsque les travaux consistent en un entretien courant de la chaussée, à l'exception des cas cités pour mettre en œuvre le PRO B, ils concernent tant les opérations d'entretien préventif que de requalification, avec ou sans minéralisation du TPC. Il ne suppose pas la réalisation de plans spécifiques hormis le plan de situation, l'établissement d'un synoptique des travaux, le profil ou les profils en travers types à appliquer.

L'élément de mission PRO A engage le titulaire sur le montant du coût initial des contrats de travaux, ainsi que défini à l'article 6 du présent CCPa.

2-1. Les documents écrits

- la note d'analyse et de conclusion des études techniques de réparation de chaussées et ses éventuelles annexes graphiques et cartographiques ;

- les avant-métrés accompagnés d'une proposition des marges entre avant-métrés bruts et quantités portées aux marchés de travaux
- le coût prévisionnel des travaux
- le planning prévisionnel de réalisation des travaux;
- le rapport de présentation générale de l'opération, accompagné de la fiche de pilotage globale et la fiche SPS, permettant en autres, le choix du niveau de coordination.

2-2. Les documents graphiques

- Plan de situation au 1/25 000ème
- Plan synoptique au 1/5 000ème
- Les profils en travers type 1/100ème
- Schéma de la signalisation horizontale

2-3. La gestion de l'exploitation

- Identification des stations de comptages et analyse des données de trafic ;
- Concertation avec les services d'exploitation de la DIR sur les modes possibles
- Contribution à la concertation menée par la DIR avec les autres exploitants de réseau routier susceptibles d'être impactés par les travaux et le mode d'exploitation (déviations, coupures, ...)
- Rédaction de la Fiche Prévisionnelle de Chantier (modèle joint) , comprenant le phasage du chantier, l'identification des accès de chantier et des conditions d'utilisation de ces accès, identification des zones de stockage des engins de chantier avant leur introduction sur le chantier, particulièrement les camions d'approvisionnement des matériaux.

A l'issue de cette phase, après avoir transmis au Maître d'ouvrage l'ensemble des documents à produire, une réunion est organisée avec le Maître d'Ouvrage, préalable au déclenchement de l'élément de mission suivant.

ARTICLE 3. Etudes de projet (PRO) de type B

Le recours à l'élément de mission de type PRO B est lié à une modification d'au moins un(1) élément géométrique de la section : profil en long repris sur plus d'une hauteur d'1 cm, profil en travers modifié, minéralisation du TPC, élargissement de plate-forme, de largeur roulable. Les études de Projet définissent la conception générale des ouvrages à réaliser.

La reprise de la BDG ne constitue pas le recours à un PRO de type B, elle ne constitue pas non plus à elle seule la mise en œuvre d'une mission portant sur l'imperméabilisation du TPC.

Les études seront menées en appliquant l'ICTAAL 2015 ou l'ARP, le référentiel à utiliser étant précisé dans le programme.

L'élément de mission PRO B engage le titulaire sur le montant du coût prévisionnel des travaux, ainsi que définit à l'article 5 du présent CCPa. Il l'engage également sur le cout initial des contrats de travaux, tel que défini à l'article 6 du présent CCPa.

Les études comprennent au moins :

3-1. Les documents écrits

- la note d'analyse et de conclusion des études techniques de réparation de chaussées et ses éventuelles annexes graphiques et cartographiques ;
- l'étude de variantes jugées intéressantes, car susceptibles d'être économiques, de réduire les délais de chantier et/ou les contraintes d'exploitation, d'optimiser la provenance ou le réemploi des matériaux ou toute combinaison de ces différentes pistes. Cette analyse fera l'objet d'une présentation synthétique indiquant les coûts, délais, avantages et inconvénients de manière comparative afin d'éclairer le Maître d'Ouvrage sur son choix. Elle comprendra la justification de l'équivalence technique (dimensionnement, durabilité, contraintes d'entretien et d'exploitation) de la solution de base, justifiée par les calculs Alizé-LCPC ® correspondants.
- l'exécution de la mission MC GEO, traduite par la commande des investigations, la note d'analyse et de conclusion des études géologiques et géotechniques et ses éventuelles annexes graphiques et cartographiques.
- En cas de recours à la mission MC ASS : la note d'analyse et de conclusion des études hydrologiques et hydrogéologiques et ses éventuelles annexes ; la définition des ouvrages d'assainissement à réaliser.
- les avant-métrés accompagnés d'une proposition des marges entre avant-métrés bruts et quantités portées aux marchés de travaux
 - le cas échéant, une proposition d'allotissement ;
 - le coût prévisionnel des travaux décomposé en éléments techniquement homogènes ;
 - le planning prévisionnel de réalisation des travaux, le phasage du chantier.
 - le rapport de présentation générale de l'opération, accompagné de la fiche de pilotage globale et la fiche SPS, permettant en autres, le choix du niveau de coordination.

3-2. Les documents graphiques

- Plan de situation au 1/25 000ème
- Plan synoptique au 1/5 000ème
- Plan général au 1/1 000ème
- Profils en long au 1/1 000ème, 1/100ème
- 1 profil en travers tous les 50m au 1/100ème
- Profils en travers particuliers intégrant les équipements spécifiques au 1/100ème (murs antibruit, merlons, glissières, GBA ou DBA).
- plan au 1/500ème des diffuseurs
- Profils en long au 1/500ème, sur 1/50ème des bretelles d'échange
- Plans des réseaux avec positionnement et encombrement des principales gaines techniques au 1/100ème ;
- Plan de la signalisation horizontale
- Plan de localisation des dispositifs d'assainissement et plans de détails
- Plans concernant le domaine de la voie (y compris carrefours de raccordements) relatifs aux aménagements annexes (aires de repos, accès de service), à toute la signalisation (de danger, de priorité, de prescription, d'indication, de direction, horizontale, provisoire, au bornage (rattachement des P.R.), aux signaux de police. Sur ces plans seront repris, l'ensemble des signalisations avec un repérage adéquat et notamment une définition exacte des panneaux de police.

3-3. La gestion de l'exploitation

- Identification des stations de comptages et analyse des données de trafic ;
- Concertation avec les services d'exploitation de la DIR sur les modes possibles

- Contribution à la concertation menée par la DIR avec les autres exploitants de réseau routier susceptibles d'être impactés par les travaux et le mode d'exploitation (déviations, coupures, ...)
- Rédaction de la Fiche Prévisionnelle de Chantier (modèle joint) , avec identification des accès de chantier et des conditions d'utilisation de ces accès, identification des zones de stockage des engins de chantier avant leur introduction sur le chantier, particulièrement les camions d'approvisionnement des matériaux.

A l'issue de cette phase, après avoir transmis au Maître d'ouvrage l'ensemble des documents à produire, une réunion est organisée avec le Maître d'Ouvrage, préalable au déclenchement de l'élément de mission suivant.

ARTICLE 4. Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des MARCHES de travaux (ACT)

L'assistance pour la passation du ou des marchés de travaux, définie à l'article R.2431-28 du CCP, se rapporte directement à l'organisation de la commande publique. Celle-ci se caractérise, en particulier, par un formalisme important destiné à garantir le respect des principes qui la régissent, au premier rang desquels se situent le libre accès et l'égalité de traitement des candidats.

Dans le cadre de l'exécution de cet élément de mission, le titulaire apporte une attention particulière au strict respect des règles en matière de commande publique.

Cet élément de mission comprend au moins :

ACT-1. Sélection des candidats

Le titulaire propose au maître d'ouvrage les niveaux de qualification ou de références qui lui paraissent devoir être requis des candidats, ainsi que la liste des documents qu'il souhaite voir remis par ceux-ci à l'appui de leurs offres ou candidatures, en vue de l'établissement de l'avis de marché et du règlement de consultation.

ACT-2. Dossier de consultation des entreprises

Cette phase contient l'assistance du Maître d'ouvrage dans l'élaboration des pièces administratives du marché de travaux, ainsi que la fourniture des pièces suivantes :

- Les renseignements permettant au Maître d'ouvrage d'établir l'AAPC,
- Les éléments à inclure dans le RC établi par le Maître de l'Ouvrage, et notamment une proposition de grille de critères et système de pondération /notation établi suivant les enjeux de l'ouvrage en matière de technicité, délais ou contrôle qualité.
- Les éléments nécessaires à la rédaction de l'Acte d'engagement (tranches de travaux, conditions de délais proposées...)
- Des projets de cadres de SOPAQ et de SOPRE (intégrant les dispositions relatives à la gestion des déchets) conformes aux objectifs définis par le maître d'ouvrage
- Les éléments nécessaires à la rédaction du CCAP
 - contenu des prix,
 - prescriptions particulières à inclure dans les prix du marché,
 - index proposés pour les révisions de prix,

- limite des travaux dévolus à l'entrepreneur et travaux connexes à prendre en compte,
- nature et montant des pénalités à inclure au marché, notamment en matière de respect du plan de contrôle, de sécurité des usagers ou de propreté des voies ouvertes à la circulation publique ;
- seuils et station de référence pour les intempéries.
- Une proposition de CCTP, établie en faisant application par priorité des prescriptions techniques annexées au programme de l'opération et, à défaut, du CCTG applicable aux marchés publics de génie civil, précisant le plan de contrôle applicable pour chaque lot technique.
- Un cadre de détail estimatif décomposé selon les lots techniques et les tranches de travaux
- Un Bordereau des prix unitaires, ou/et des décompositions des prix forfaitaires définissant précisément les prestations incluses dans chaque prix unitaire ou forfaitaire
- Les éléments techniques, et notamment les pièces graphiques, issus du dossier des études de projet nécessaires aux entreprises pour présenter leurs candidatures et établir leurs offres.
- Une estimation confidentielle de la maîtrise d'œuvre, décomposée selon les lots techniques et les tranches de travaux.
- Le dossier des contrôles réalisés par le maître d'œuvre en application de son PAQ comprenant notamment les contrôles formellement définis dans les pièces contractuelles.

La fourniture de ces pièces fait l'objet d'un délai fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Avant son approbation le DCE est soumis à l'avis du titulaire qui en vérifie la cohérence et propose le cas échéant les compléments ou corrections qui lui paraissent nécessaires.

La reproduction des DCE remis aux entreprises est à la charge du maître d'ouvrage.

ACT-3. Phase de consultation

Durant la consultation, afin de ne pas fausser le jeu de la concurrence,

- aucune modification ne peut être apportée au DCE sans l'accord du maître d'ouvrage ;
- le titulaire communique au maître d'ouvrage tout renseignement complémentaire sollicité par les entreprises, cette information est faite par écrit ;
- le maître d'ouvrage interdit au titulaire la communication à quiconque de la liste des entreprises admises à remettre une offre (appel d'offres restreint) ou de la liste des entreprises qui ont retiré le dossier de consultation (appel d'offres ouvert).

ACT-4. Ouverture des plis, analyse des candidatures, offres et choix de l'entreprise

Le titulaire participe à l'analyse des candidatures. Cette analyse porte sur l'examen des capacités professionnelles et financières des candidats, demandées dans l'avis de marché.

Après ouverture des plis contenant les offres, le maître d'ouvrage transmet au titulaire, pour analyse, les propositions reçues. Celui-ci ne doit fournir à des tiers aucune des informations contenues dans ces propositions qu'il doit restituer intégralement au maître d'ouvrage.

Si des variantes ou prestations supplémentaires éventuelles sont remises par les entrepreneurs conformément aux stipulations du règlement de consultation, le titulaire doit accomplir les tâches d'analyse, de contrôle, etc. impliquées par l'étude de ces variantes.

Le titulaire doit faire une analyse critique des offres des candidats en donnant sa position motivée, faisant apparaître, le cas échéant, les homogénéités ou hétérogénéités des chiffrages par rapport aux avant-métrés qu'il a réalisés.

Le titulaire est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de l'offre.

Le rapport d'analyse comportera au minimum les informations suivantes :

- Rappel des critères de jugement des offres ;
- Rappel des résultats de l'appel d'offres (solution de base) sous forme de tableau par ordre d'enregistrement des offres ;
- Vérification de l'ensemble des calculs et reports à l'intérieur du détail estimatif (ou de la DPGF) et de l'acte d'engagement ainsi que la cohérence entre ces pièces ;
- Vérification technique des solutions de base, point par point, sous forme de tableau à colonnes. Les points à examiner seront, au minimum, les points à définir par les entreprises dans le CCTP et le cas échéant dans le complément au CCTP. Le tableau sera suivi d'un commentaire mentionnant :
 - pour chaque offre si son contenu est conforme au dossier de consultation des entreprises (caractéristiques des principaux produits, schéma organisationnel du plan d'assurance qualité, mémoire justificatif, etc.)
 - la comparaison de la qualité des solutions proposées par les candidats ainsi qu'un classement qualitatif, justifié de manière aussi précise que possible ;
 - l'examen des variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles sur les plans financier et technique ;
 - une synthèse de chaque offre et une proposition de classement au regard des critères en faisant ressortir la solution préconisée (solution de base, ou variante, prestations supplémentaires éventuelles à retenir) ;

ACT-4.1 Appel d'offres infructueux

En cas de dépassement par rapport à l'engagement du titulaire, et avant que le maître d'ouvrage ne déclare l'appel d'offres infructueux, le titulaire établira une proposition d'adaptation de son projet permettant de respecter le coût prévisionnel des travaux et de procéder à une nouvelle mise en concurrence.

Si l'appel d'offres est déclaré infructueux, le titulaire doit modifier le DCE et assister le maître d'ouvrage pour la passation des contrats soit par nouvel appel d'offres, soit par voie de négociation. Ces prestations sont incluses dans le forfait.

ACT-4.2. Mise au point des marchés

Il appartient au titulaire d'assister le maître d'ouvrage pour la rédaction des lettres de refus et formulaire d'attribution et pour les éventuelles mises au point des offres en vue de la signature des marchés.

A cet effet, il remet au maître d'ouvrage l'exemplaire original des pièces, éventuellement modifiées, constituant le marché (y compris les pièces administratives).

ARTICLE 5. Etudes d'exécution (EXE)

A définir en fonction des bons de commandes

ARTICLE 6. VISA des études d'exécution

Conformément à l'article R.2431-30 du CCP, l'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par les entrepreneurs, ainsi que leur visa par le titulaire, ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par les entrepreneurs respectent les dispositions du projet établi par le titulaire.

Dans ce cadre, le titulaire doit procéder à l'examen de la conformité au projet des études d'exécution établies par les entreprises et délivrer son visa.

Pendant la période de préparation de chantier, le titulaire, dans le cadre de son élément de mission OPC, élabore le calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec les entrepreneurs. Il est signé par les entreprises puis notifié par ordre de service.

Le visa des études d'exécution et le cas échéant, les demandes de corrections et compléments adressés aux entreprises, sont diligentés par le titulaire dans les conditions définies par le CCAG applicable aux marchés publics de travaux (Art : 29.1.5).

Le titulaire informe le maître d'ouvrage des différends qui peuvent intervenir avec les entreprises au sujet des documents d'exécution.

ARTICLE 7. Direction de l'exécution des MARCHES de travaux (DET)

Le titulaire est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et à ce titre l'interlocuteur des entreprises. Il est tenu de faire respecter par celles-ci l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter de modification sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire doit :

- s'assurer que les documents d'exécution (caractéristiques techniques, etc.) ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux ;
- délivrer tous les ordres de service et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- établir les projets de modifications aux marchés de travaux et les décisions de poursuivre au-delà de la masse initiale, accompagnés des justificatifs nécessaires ;
- informer systématiquement le Maître d'Ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables. Pour ce faire il fournit, en particulier, un état récapitulatif des ordres de service délivrés ;
- vérifier les projets de décomptes mensuels présentés par les entrepreneurs ;
- établir les états d'acomptes, et y faire figurer la date de réception ou de remise des projets de décomptes mensuels présentés par les entrepreneurs. Le cas échéant notifier les états d'acompte à l'entrepreneur si le projet établi par celui-ci est modifié ;
- vérifier le projet de décompte final présenté par les entrepreneurs, puis établir le décompte général et y faire figurer la date de réception ou de remise du projet de décompte final présenté par les entrepreneurs ;
- notifier le décompte général à l'entrepreneur ;
- donner un avis au Maître d'Ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par les entrepreneurs à l'encontre des ordres de service, en cours d'exécution des travaux et sur le

décompte général, assister le Maître d'Ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation des entreprises ;

- établir les projets de communiqués de presse.
- établir le projet des panneaux d'informations de travaux.
- collecter les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à leur mise en service.

En ce qui concerne la gestion des déchets de chantier :

- pendant la période de préparation de chantier, le titulaire s'assure, en concertation avec le coordonnateur SPS et les entreprises, que le projet d'installation de chantier fait apparaître les zones de stockages des bennes (ou autres dispositifs), et les circuits d'évacuation des déchets ;
- il veille à la mise en œuvre de la signalétique indiquant la nature des déchets à déposer ;
- il veille au maintien de l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets ;
- il assure le suivi de la mise en œuvre des dispositions prévues au SOPRE;
- il collecte l'ensemble des documents liés au contrôle, au suivi et à la traçabilité des déchets de chantier.
-

En ce qui concerne l'exploitation :

- Contrôle du respect des prescriptions du DESC par les entreprises.
- Vérification du respect des consignes relatives à l'accès et au stockage des camions d'approvisionnement du chantier, des horaires de chantier, des consignes de sécurité issues des PPSPS ou formulées par le CSPS en cours de chantier.
- Vérification du respect du phasage de chantier, conforme à celui ayant fait l'objet des études dans le cadre de l'élément de mission OPC

7-1. Période de préparation

La durée de la période de préparation, ainsi que les conditions d'établissement durant cette période des documents exigés par les marchés de travaux, sont fixées à l'article 28 du CCAG applicable aux marchés de travaux. En outre, le maître d'œuvre fait remettre par les entrepreneurs toutes les pièces prévues à cet article du CCAG.

7-2. Calendrier détaillé d'exécution des travaux

L'entreprise titulaire du marché de travaux établit le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre.

7-3. Présence du titulaire sur le chantier

Pour exercer la direction de l'exécution des contrats de travaux, le titulaire doit assurer une présence significative sur le chantier, il est représenté par la ou les personnes qualifiées désignées dans l'acte d'engagement.

Cette présence peut être continue sur certaines phases de chantier le nécessitant, tant au regard de la qualité requise pour les travaux qu'en termes de sécurité, particulièrement pour les chantiers sous exploitation.

Il doit notamment veiller au lever des points critiques et points d'arrêts prévus au contrats de travaux, complété par des visites périodiques destinées à vérifier le respect des règles techniques. Il a autorité d'interrompre toute action de chantier susceptible de mettre en cause la sécurité des personnes, il doit, dans ce cas, en avertir sans délai le coordonnateur SPS et le Maître d'ouvrage.

Au moins un rendez-vous de chantier hebdomadaire est organisé par le titulaire en accord avec le Maître d'Ouvrage qui peut y être représenté.

Le titulaire organise, en dehors des réunions de chantier, des réunions spéciales avec tous les intervenants concernés et dont il en informe le Maître d'Ouvrage qui pourra y assister ; ces réunions sont destinées à :

- régler certains problèmes nécessitant des discussions ou des études prolongées ;
- mettre au point des études d'exécution et le mode de réalisation de parties d'ouvrage.

Les rendez-vous de chantier et les réunions spéciales précitées font l'objet d'un compte rendu établi par le titulaire et diffusé à tous les intervenants de l'opération (entreprises, Maître d'Ouvrage, coordonnateur SPS, etc.).

La diffusion des comptes-rendus de chantier par le titulaire au Maître d'Ouvrage doit être accompagnée d'une courte note, à caractère confidentiel, attirant l'attention du Maître d'Ouvrage sur les points susceptibles soit de donner lieu à une décision de sa part soit constituer une difficulté potentielle susceptible d'affecter les coûts , délais ou qualité de l'ouvrage à réaliser.

7-4. Journal de chantier

Le titulaire tient un journal de chantier où sont consignés pendant toute la durée du chantier :

- ses visites et constatations ;

Il y rend compte de son action, à distinguer de celui tenu par l'entreprise, consignait son activité et les moyens consacrés pour la réaliser. Ce journal comprend au moins la traçabilité des levers de points d'arrêts, de points critiques, des visites et remarques faites sous forme de fiches de défaut ou de non-conformité.

- les visites et constatations des autres intéressés tels que le Maître d'Ouvrage, etc. ;
- tous les événements pouvant influencer sur le déroulement des travaux, tels ceux relatifs aux conditions climatiques ;
- les suites données aux actions du coordonnateur SPS (livre-journal, injonctions, ...)
- les constatations relatives au respect des prescriptions environnementales ;
- tous les ordres de services ;
- les comptes rendus de chantier.

Ce journal devient la propriété du Maître d'Ouvrage à qui il est remis en fin de chantier.

7-5. Assurance qualité

Le titulaire s'assure de l'application effective par les entreprises de leurs plans d'assurance qualité. A cet effet :

- il recueille et vise les pièces remises par les entreprises au titre du contrôle de leur production après en avoir vérifié la cohérence avec ses propres appréciations ;
- il fait effectuer, par les contrôleurs extérieurs des travaux désignés par le maître d'ouvrage, des contrôles aléatoires permettant de s'assurer de la qualité des contrôles effectués par les entreprises ;

- il dresse, le cas échéant, les constats contradictoires de défauts ou de non-conformité, dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux, et s'assure de leur correction par les entreprises concernées, en délivrant au besoin les ordres de service nécessaires ;
- il examine, au besoin avec l'appui des contrôleurs extérieurs, les résultats des contrôles spécifiques aux points critiques prévus dans les marchés de travaux et informe le cas échéant les entreprises des dispositions qu'il préconise pour assurer la qualité des ouvrages ;
- il diligente, au besoin avec l'appui des contrôleurs extérieurs, les constatations nécessaires à la levée des points d'arrêts prévus dans les marchés de travaux et signifie sa décision aux entreprises concernées en délivrant au besoin les ordres de service nécessaires.
-

7-6. Travaux de nuit

Sont considérés comme travaux de nuit ceux réalisés entre 20h00 et 6h00. Dans la mesure où ces travaux nécessitent la présence et l'activité du titulaire, les prestations font l'objet d'une plus-value décrite au Bordereau des prix. L'attention du titulaire est attirée sur le respect des règles du code du travail régissant les durées de temps de travail de ses salariés.

Les personnels de la Maîtrise d'Œuvre doivent avoir un regard spécifique sur le respect des prescriptions particulières liés à la sécurité du chantier imposés à tous les intervenants.

7-7. Réunions avec le Maître d'Ouvrage

Le titulaire participe à la réunion de démarrage préalable au commencement des travaux et pour les travaux dont la durée est supérieure à 3 semaines, à une réunion toute les 3 semaines organisée par le Maître d'Ouvrage pour faire le point de l'avancement du chantier et des problèmes administratifs, techniques et financiers rencontrés. A discrétion du Maître d'Ouvrage, les autres intervenants hormis les entreprises (coordonnateur SPS, etc.) sont conviés à cette réunion.

Le Maître d'Ouvrage anime la réunion, le titulaire rédige le compte-rendu, qu'il soumet à validation au maître d'ouvrage, dans un délai de 7 jours calendaires, avant sa diffusion.

7-8. Vérification des décomptes d'entreprises

Pour l'établissement des décomptes des marchés de travaux, le titulaire se conforme aux prescriptions du CCAG applicable aux marchés de travaux et au CCPa du présent marché et des CCAP des marchés de travaux.

7-9. Modifications aux contrats de travaux

Le titulaire est chargé de procéder à l'analyse technique et financière de toutes les propositions de prix établies par les entrepreneurs, qu'elles soient en plus ou en moins-value. Ces propositions sont établies suite à une demande du titulaire, du Maître d'Ouvrage ou des entrepreneurs.

En application de l'article 14 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le titulaire peut notifier aux entrepreneurs des prix provisoires pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs. Toutefois, il recueillera l'accord du maître d'ouvrage préalablement à toute

notification de prix nouveaux pouvant avoir une incidence de plus de 5 % sur le montant final du marché concerné, intégrant le quantitatif prévisible à date , les prix provisoires déjà notifiés et les éventuelles demandes reconventionnelles en cours ou prévisibles.

Le titulaire propose au représentant du Maître d'Ouvrage tous les actes et rapports de présentation associés susceptibles de modifier les contrats de travaux : décisions de poursuivre, avenants, décision de prolongation de délai d'exécution, décisions d'ajournement,...

7-10. Sous-traitants

Le maître d'œuvre est sollicité pour donner un avis préalable à l'acceptation des sous-traitants ; il s'oblige en outre à signaler au Maître d'Ouvrage et au CSPS tout sous-traitant présent sur le chantier et non déclaré par l'entreprise ou n'ayant pas fait l'objet de l'inspection commune.

7-11. Information du maître de l'ouvrage pendant l'exécution des travaux

Pour satisfaire à son obligation d'information du maître d'ouvrage pendant l'exécution des travaux, le maître d'œuvre lui transmet notamment les documents suivants :

- Les comptes-rendus des rendez-vous de chantier,
- Les documents initialisés pendant la période de préparation de chantier mis à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux :
 - le programme et le calendrier d'exécution ;
 - les plans d'assurance qualité (PAQ) et de prévention des risques environnementaux (PRE) présentés ou mis à jour par les entreprises ;
- les copies des ordres de service délivrés par le maître d'œuvre ;
- le cas échéant, les réclamations formulées par les entreprises ;
- les documents relatifs aux prestations supplémentaires ou modificatives (art. 14 du CCAG) ;
- les constats de non-conformités et de corrections;
- les décisions relatives aux points d'arrêts prévus aux marchés de travaux.

Il tient en outre à la disposition du maître d'ouvrage :

- le registre de chantier prévu à l'article 28.5 du CCAG, ainsi que tous les documents qui y sont mentionnés ;
- les documents relatifs aux contrôles effectués, diligentés ou visés par le maître d'œuvre ;

Enfin, il établit mensuellement un état d'avancement de l'opération récapitulant, pour l'ensemble des marchés de travaux exécutés, en cours, ou à venir, l'estimation du montant total des travaux concernant l'opération, en tenant compte des paiements déjà effectués et des estimations des dépenses à venir compte tenu de l'avancement de l'exécution des travaux.

ARTICLE 8. Ordonnancement - coordination - pilotage du chantier (OPC)

L'élément de mission OPC porte sur la totalité de la mission de maîtrise d'oeuvre , telle qu'elle ressort du bon de commande.

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier qui ont pour objet :

— pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ; Cette mission s'étend aux études et travaux menés par d'autres intervenants qui n'entrent pas dans le champ des autres éléments de mission du titulaire, mais qui sont nécessaire à la réalisation de l'opération (travaux menés par le CEI, autres travaux d'équipement d'exploitation, travaux sur ouvrages d'art...)

Une attention particulière sera apportée au phasage de l'opération en travaux.

— pour la coordination, d'harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des études et des travaux, particulièrement : CEI, district, Service Mobilités, Trafic Service Entretien et Modernisation du Réseau, CEREMA, titulaires des marchés de topographie, de géotechnique, de carottages (amiante, lithographie) coordinateur SPS ; titulaires des marchés de travaux d'entretien routier, de dispositifs de retenue, de signalisation horizontale ou verticale, signalisation temporaire, assainissement. Cette mission s'étend aux études et travaux menés par d'autres intervenants qui n'entrent pas dans le champ des autres éléments de mission du titulaire, mais qui sont nécessaire à la réalisation de l'opération (travaux menés par le CEI, autres travaux d'équipement d'exploitation, travaux sur ouvrages d'art ...)

Une attention particulière sera apportée au phasage de l'opération en travaux.

Le titulaire produira chaque semaine un planning détaillé de l'opération intégrant toutes les natures d'opérations, y compris celles qui ne relèvent pas de sa mission de Maîtrise d'Œuvre, faisant ressortir les interactions à maîtriser particulièrement, faisant ressortir le chemin critique, complété par une courte note indiquant les points de vigilance à surveiller.

— pour le pilotage, de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination. Cette mission s'étend aux études et travaux menés par d'autres intervenants qui n'entrent pas dans le champ des autres éléments de mission du titulaire, mais qui sont nécessaire à la réalisation de l'opération (travaux menés par le CEI, autres travaux d'équipement d'exploitation, travaux sur ouvrages d'art...)

Une attention particulière sera apportée au phasage de l'opération en travaux.

ARTICLE 9. ASSISTANCE APPORTÉE AU MAÎTRE D'OUVRAGE LORS DES OPERATIONS DE RECEPTION ET PENDANT LA PERIODE DE PARFAIT ACHEVEMENT (AOR)

La mission comprend notamment :

9-1. Opérations préalables à la réception des ouvrages (OPR)

Les obligations du titulaire relatives à la réception des ouvrages sont celles définies aux articles 40 à 43 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

La réception des ouvrages concerne chacune des entreprises titulaires d'un marché, la mission du maître d'œuvre consiste à :

- ◆ procéder aux opérations préalables à la réception, c'est-à-dire :
 - ◆ reconnaître la conformité des ouvrages exécutés avec les documents contractuels, par une visite systématique et détaillée ;
 - ◆ faire réaliser les essais de réception selon le programme qu'il aura mentionné dans les marchés de travaux ;
 - ◆ vérifier que les épreuves, analyses et essais imposés par le marché ont été exécutés par l'entreprise, recueillir les procès-verbaux correspondants.
- ◆ dresser le procès-verbal correspondant revêtu de sa signature et de celle de l'entrepreneur, l'adresser au Maître d'Ouvrage avec ses propositions concernant la réception y compris les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages nécessaires à la mise en service de l'ouvrage ;
- ◆ faire connaître à l'entrepreneur dans un délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, s'il a ou non proposé au Maître d'Ouvrage la réception des ouvrages avec mention des réserves éventuelles et dans l'affirmative la date d'achèvement des travaux qu'il propose de retenir.

9-2. Garantie de parfait achèvement (GPA)

La mission du titulaire se poursuit pendant la période de garantie de parfait achèvement pour l'application des obligations contractuelles faites aux entreprises pendant cette période. Etant précisé que celle-ci peut être prolongée par décision du Maître d'Ouvrage.

Le titulaire doit notamment au cours du délai de garantie susvisé, procéder aux constatations des malfaçons, aux défauts d'exécution, ou mises en œuvre non conformes de matériaux ou matériels qui se révéleraient à l'usage.

Les missions du titulaire pendant cette période sont les suivantes :

9-2.1. Levée des réserves

- faire reprendre toutes les parties d'ouvrages non entièrement conformes et contrôler leur bonne exécution ;
- proposer au Maître d'Ouvrage, en cas de carence des entreprises, les mises en demeure et actions prévues au cahier des charges des marchés de travaux et diriger tous travaux éventuellement nécessaires pour lever les remarques et observations formulées;

- constater qu'il a été remédié aux imperfections et malfaçons et dresser le procès-verbal de levée des réserves dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception ;
- proposer au Maître d'Ouvrage, tous moyens à mettre en œuvre pour mener à bien les travaux de reprise dans les meilleurs délais et en application des dispositions contractuelles des marchés de travaux ;
- ordonner, diriger et contrôler les travaux de réfection correspondants.

9-2.2. Autres prestations dues au titre de la garantie de parfait achèvement

Pendant le délai de garantie défini à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, le titulaire est tenu de veiller à ce que les entrepreneurs se conforment aux obligations qui leur sont imposées par le même article ;

Il devra inviter les entrepreneurs à effectuer les travaux ou reprises nécessaires à la réparation des désordres ou dysfonctionnements. Ces désordres leur seront signalés par le Maître d'Ouvrage au moyens de fiches qu'il devra diffuser aux entreprises après avoir établi les causes du désordre. Le titulaire devra informer le Maître d'Ouvrage de la constatation de la réparation en retournant la même fiche dûment complétée par les entreprises concernées et lui-même ;

Le titulaire effectue toutes "visites de contrôle d'achèvement" au cours de laquelle :

- il s'assure que les désordres ou dysfonctionnements relèvent bien du domaine d'application des garanties contractuelles ;
- il accepte ou refuse les travaux ou reprises effectués depuis sa précédente visite ;

2 mois au plus tard avant la fin du délai de parfait achèvement, le titulaire organise une "visite de fin de délai d'achèvement".

Au cours de cette visite, qui réunit le titulaire et le Maître d'Ouvrage, le titulaire effectue un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée. Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du cahier de parfait achèvement et qui n'auraient par reçu de traitement satisfaisant ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés sur ce cahier. La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le titulaire. Il le notifie aux entreprises concernées et les invite à remédier aux défauts signalés dans un délai maximum de 15 jours. Si à l'issue du délai précité, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations qu'il doit en application des dispositions de l'article 44 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, le titulaire le convoque en vue d'une constatation de non achèvement des ouvrages.

La constatation de non achèvement des ouvrages fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le titulaire et signé par lui et l'entrepreneur, si ce dernier refuse de signer il en est fait mention.

La procédure de constatation de non achèvement doit être organisée par le titulaire au plus tard 15 jours avant la fin du délai de garantie.

9-2.3. Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Il appartient au titulaire de collecter et de vérifier au fur et à mesure les documents fournis après exécution par les entrepreneurs, notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution, en application de l'article 40 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Le titulaire remet, après vérification, les documents ci-dessus au Maître d'Ouvrage, ainsi que les notices de fonctionnement et d'entretien accompagnées des consignes d'exploitation des ouvrages.

Pour faciliter les recherches de documents, ceux-ci seront regroupés dans quatre "sous-dossiers DOE" :

- Organisation générale ;
- Autorisations administratives ;
- Technique : classement par lot (et par sous-ensemble selon demande du gestionnaire) ;
-

Un bordereau récapitulant toutes les pièces du dossier est établi par le titulaire.

Le contenu du dossier est à adapter en fonction de la nature et de l'importance des travaux, le programme fixe le contenu minimal du DOE pour chaque opération.

A - Sous dossier "ORGANISATION GENERALE"

- plan général au 1/1000^{ème} ;
- profil en long à l'échelle du plan général (échelle des hauteurs décuple de celle des longueurs)
- planche photos (prises aux étapes importantes du chantier) ;

B - Sous dossier "AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES"

- instructions des DT, résultats des investigations complémentaires ; plan des réseaux

C - Sous dossier "TECHNIQUE"

- Documents écrits :
 - ◆ Procédures, fiches produits, visa contrôle intérieur et extérieur des entreprises, fiches de non-conformité, fiche de maintenance des dispositifs en nécessitant.
 - ◆ Notes de calculs éventuelles (PPHM, Notes de calculs hydrauliques...)
- Plans ou schémas :
 - ◆ profils en travers types et particuliers ;
 - ◆ plans de principe, dessins, coupes, détails constructifs, aménagements spécifiques et des ouvrages particuliers (échelle 1/100^{ème} à 1/500^{ème}) ;

ARTICLE 10. MISSION(S) COMPLEMENTAIRE(S)

AVERTISSEMENT

Reprendre dans le titre de l'article le nom de chaque mission complémentaire et définir précisément son contenu en tenant compte des éléments fournis au CCPa (article 1-4.3 et suivants) et à l'annexe III de l'annexe 20 du CCP.

MC1 : Etudes géotechniques : GEO

- Conseil au maître d'ouvrage pour établir le programme des investigations : carottages jusqu'à 50 cm de profondeur afin de déterminer la présence éventuelle d'amiante et la lithographie rencontrée (épaisseurs et nature des différentes couches)

- Analyse des investigations géotechniques menées par le maître d'ouvrage,
- Définition des supports de terrassements pour les imperméabilisations de TPC et les restructurations de BAU, prescriptions à prévoir dans les contrats de travaux (mission G2 au sens de la norme NF-P64-500),
- Supervision géotechnique d'exécution (mission G4) ;

MC2 : Assistance au maître d'ouvrage pour la concertation avec les concessionnaires de réseaux : RES

- Élaboration et envoi de la déclaration de projet de travaux (cf art. R.554-20 du code l'environnement) aux exploitants de réseaux ; réalisation des DT relatives aux carottages amiante ;
- Recueil des réponses et analyses des interférences possibles avec les travaux ;
- Etablissement d'un éventuel programme d'investigations complémentaires ;
- Analyse des investigations complémentaires et report de consignes dans le ou les contrats de travaux ;
- Contrôle du respect des procédures relatives aux travaux de voisinage des réseaux aériens, subaquatiques ou enterrés ;
- Gestion de la découverte éventuelle de réseau en cours de chantier ;
- La réalisation du plan de récolement final en cas de déplacement de réseaux ou du recours à des investigations complémentaires.

MC3 : Dispositions relatives à l'assainissement en cas de minéralisation du TPC ; ASS

- Calcul des écoulements et des éventuels dispositifs de collecte et d'évacuation,
- Prescriptions de niveau PRO B et répercussions dans le ou les contrats de travaux
- Suivi de réalisation

MC4 : Définition des besoins en contrôle extérieur des travaux, suivi des prestations : CTRL ext

- Élaboration le projet de plan de contrôle extérieur, qui sera validé par le maître d'ouvrage ;
- Participation à l'élaboration du dossier de consultation du contrôle extérieur et l'analyse des offres ou proposition du bon de commande au contrat de Contrôle extérieur dans le mesure ou le Maître d'Ouvrage décide d'y recourir ;

- Sollicitation de déclenchement du contrôle extérieur ;
- Analyse des résultats du contrôle extérieur ;
- Alerte du maître d'ouvrage en cas de résultats non conformes ;
- Surveillance et vérification des travaux correctifs par l'entrepreneur ;

MC5 : DESC

Le titulaire est chargé des missions suivantes :

MC5-1 : Assistance au maître d'ouvrage pour l'élaboration du Dossier d'exploitation sous-chantier (DESC) défini par la Note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national (RRN)

Cette assistance s'effectue en deux phases :

- Avant attribution des marchés de travaux Le titulaire constitue, sur la base des dispositions du sous-dossier 12 « Exploitation sous chantier / déroulement des travaux » du dossier des études de projet, un avant-projet de DESC, intégrant les prescriptions résultant de la concertation avec les différents gestionnaires des voies concernées. Le titulaire participe à cet effet aux réunions de concertation avec les exploitants, dont il établit les compte-rendus.
- Après attribution des marchés de travaux Le titulaire constitue le projet de DESC en intégrant les sujétions résultant de l'organisation du chantier arrêtée avec les entreprises pendant la préparation des travaux, ainsi que le cas échéant les observations formulées par le coordonnateur SPS. Ce projet est amendé, si nécessaire pour tenir compte des avis des gestionnaires des voiries, consultés à cet effet par le maître d'ouvrage.
- Rédaction des projets d'arrêtés

MC5-2 : Mise en œuvre du DESC

La mise en œuvre du DESC comprend les tâches suivantes :

- Pendant la réalisation de l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux :
 - établir, à partir de l'avant-projet de DESC les clauses à inclure dans les marchés de travaux, en différenciant les dispositions contractuelles (y compris les pénalités), de celles données à titre indicatif aux entreprises .
- Pendant l'exécution des marchés de travaux :
 - viser, après avoir vérifié leur conformité au DESC, les documents d'exécution présentés par les entreprises au titre de l'exploitation sous chantier;
 - consulter les exploitants des routes concernées avant toute modification des dispositions arrêtées au DESC ;
 - vérifier la mise en œuvre par les entreprises des dispositifs de signalisation ou de sécurité à leur charge au titre des marchés de travaux ;
 - s'assurer du respect par les entreprises des dispositions arrêtées pour l'approvisionnement du chantier et la circulation des engins;
 - constater, le cas échéant, les manquements des entreprises à leurs obligations, et proposer au maître d'ouvrage l'application des pénalités prévues.

Annexe n°2 : Profil en travers type 2 * 2 voies

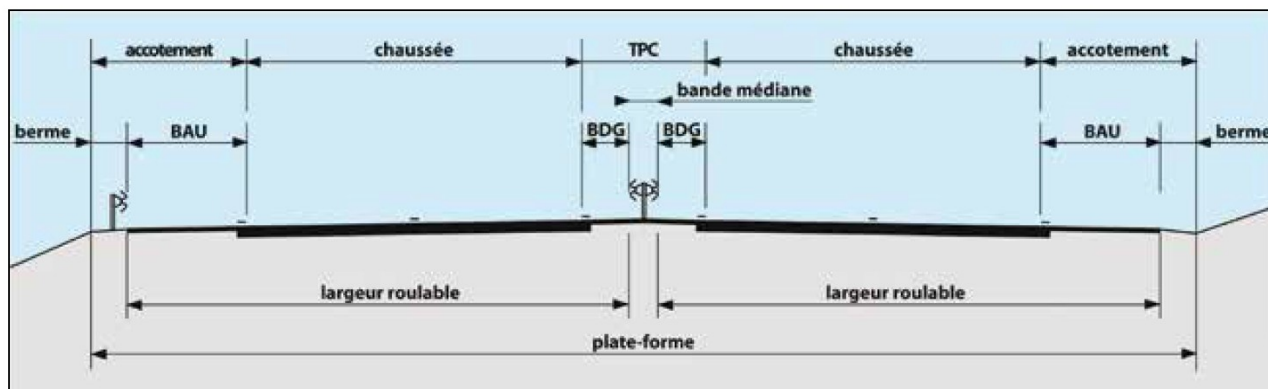


Figure 4-1 : éléments constitutifs du profil en travers en section courante.

TPC : terre-plein central.

BAU : bande d'arrêt d'urgence.

BDG : bande dérasée de gauche.